

ARRETE n° 2018-123

Objet : portant mise à jour de la liste d'aptitude d'accès au grade de gardien-brigadier de police municipale (session 2016)

Le Président du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Savoie,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires,

Vu le décret n°2006-1391 du 17 novembre 2016, portant statut particulier du cadre d'emplois des gardiens-brigadiers de police municipale,

Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2016-1372 du 12 octobre 2016 modifiant, pour la Fonction publique territoriale, certaines dispositions générales relatives aux fonctionnaires de catégorie C et divers statuts particuliers de cadres d'emplois de fonctionnaires de catégorie C et B,

Vu l'arrêté n°2017-100 en date du 30 juin 2017 portant mise à jour de la liste d'aptitude d'accès au grade de gardien-brigadier de police municipale,

Considérant les décisions de nominations, les demandes de suspension et les demandes de renouvellement adressées au Centre de gestion de la Savoie,

ARRETE**ARTICLE 1 :**

La liste d'aptitude d'accès au grade de gardien-brigadier de police municipale est désormais établie comme suit:

Titre	Nom	Prénom
Monsieur	AVELLANEDA	Stéphane
Monsieur	BESSEAS	Cyril
Monsieur	BISMIR	Mohamed
Madame	BOUVIER	Cynthia
Monsieur	CORREARD	Ludovic
Monsieur	COTTE	Romain
Monsieur	DELETRAZ	Cyril
Monsieur	DEMAZURE	Marc
Madame	DUBOST	Anne-Gaëlle
Madame	FAYOLLE	Steffie
Monsieur	GARCIA	Jean-Christophe
Monsieur	GHEBBARI	Jimmy
Monsieur	GONNET	Pierre
Madame	GOUX	Pauline
Madame	GUENNEC	Emily
Madame	IACONO	Johanna
Monsieur	KROUK	Mickael
Madame	LARGUET	Morgane

Monsieur	LOUAT	Loïc
Monsieur	ZANELATO	Clément

ARTICLE 2 : L'inscription sur une liste d'aptitude après admission à un concours est établie pour une durée de deux ans. Elle peut être renouvelée une troisième et une quatrième année sous réserve que le lauréat qui ne serait pas recruté fasse connaître par écrit son intention d'être maintenu sur cette liste dans le délai d'un mois avant le terme de l'année d'inscription en cours.

Le décompte de la période de quatre ans est suspendu, le cas échéant, durant l'accomplissement des obligations du service national ou d'un service civique, en cas de congé parental, de maternité, d'adoption, de présence parentale ou de congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie ainsi que durant le congé de longue durée. Il est également suspendu pour les élus locaux jusqu'au terme de leur mandat ou lorsque le lauréat est recruté comme agent contractuel pour pourvoir un emploi permanent sur le fondement de l'article 3-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 (remplacements temporaires d'agents en congé de maladie, en congé de maternité...) alors qu'il est inscrit sur une liste d'aptitude d'accès à un cadre d'emplois dont les missions correspondent à l'emploi qu'il occupe.

ARTICLE 3 : La collectivité locale ou l'établissement public qui a décidé de procéder au recrutement d'une personne inscrite sur une liste d'aptitude lui notifie cette offre par lettre recommandée avec accusé de réception et en informe l'autorité organisatrice du concours.

ARTICLE 4 : Lorsque la collectivité locale ou l'établissement public n'a reçu, dans un délai de deux mois, aucune réponse à son offre, elle le fait connaître à l'autorité organisatrice du concours. L'offre est alors considérée comme refusée. Toute personne inscrite sur une liste d'aptitude qui a refusé deux offres d'emploi notifiées dans les conditions prévues ci-dessus, est radiée de la liste d'aptitude.

ARTICLE 5 :

Le Directeur du Centre de gestion est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur le Préfet de la Savoie et affiché dans les locaux du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Savoie.

Ampliation du présent arrêté sera adressée aux Présidents des Centres de gestion de la Fonction Publique Territoriale des départements de la Région Auvergne Rhône-Alpes.

Le Président informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la date d'affichage.



Fait à FRANCIN, le 3 juillet 2018
Le Président,


A. PICOLLET

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte transmis au Représentant de l'Etat le :

Et affiché au Centre de gestion de la Savoie le :



Fait à FRANCIN, le
Le Président,


A. PICOLLET